

CHRONOLOGIE DE LA LIBÉRATION — ANNÉE 1944

6 JUIN

Les alliés débarquent en Normandie. Le soir même, plus de 80 résistants incarcérés à la prison de Caen sont exécutés par les Allemands. Les frères Paul et Robert Vigouroux, Clamartois engagés dans la résistance dans le Calvados, font partie des victimes. Leurs corps ne seront jamais retrouvés.

Le 11 juin 1946, le conseil municipal de Clamart donne leur nom au boulevard Zamenhof où ils habitaient.

8 JUILLET

Le comité local de libération de Clamart (CLL) est créé lors d'une réunion secrète dans les sous-sols du cinéma *Le Paris*, 14 rue de Vanves.

25 JUILLET

Le bombardier anglais Halifax s'écrase au Tapis vert. Avant le crash, les 8 aviateurs sautent en parachute et sont mitraillés par les Allemands pendant la descente. Le sergent Ronald Howell, 19 ans, est retrouvé mort non loin du carrefour des Arbres verts à Clamart. Il est inhumé au cimetière communal.

1^{ER} AOÛT

La 2^e division blindée (2^e DB) du général Leclerc entame sa chevauchée depuis la Normandie en direction de Paris.

3 AOÛT

À 8h, un commando de résistants attaque le domicile de Georges Montandon situé au 22 rue Louis Guespin. Le rapport de police indique que les assaillants « ont tiré plusieurs coups de feu sur ceux-ci, blessant grièvement Monsieur Montandon et tuant sa femme. »

Après l'attaque, il se fait transporter à l'hôpital Lariboisière à Paris, qui était alors sous administration allemande, puis parvient à s'échapper en Allemagne. Il meurt à l'hôpital le 30 août 1944.

Médecin et ethnologue, George Montandon développe des théories raciales et antisémites depuis les années 1930. Il se lie d'amitié avec Ferdinand Céline qui s'en inspire et le cite dans ses ouvrages. En 1941, l'exposition *Le Juif et la France* est issue de ses travaux. Attaché ensuite au Commissariat général aux questions juives, il pratique des « visites raciales » dans les camps de transit pour délivrer des « certificats de non appartenance à la race juive ». Les conclusions étaient adressées aux autorités de police de Vichy et le certificat délivré valait déportation ou libération.

11 AOÛT

Le bombardier Flying Fortress B 17 Royal Flush, qui avait pour mission de bombarder la base aérienne de Villacoublay, est mitraillé par la défense anti-aérienne allemande et s'écrase en lisière du bois. Grâce au sacrifice du pilote qui manœuvre jusqu'au dernier moment pour éviter de tomber sur la ville, il épargne les Clamartois. Quatre corps sont récupérés dans les décombres et enterrés le 14 août au cimetière communal grâce à la générosité des Clamartois reconnaissants. Les quatre autres membres de l'équipage seront faits prisonniers par les Allemands. Un autre sera secouru à Meudon par le réseau d'évasion Marie-Odile.

16 AOÛT

Trente-cinq jeunes résistants issus de différents mouvements sont attirés dans un guet-apens à la Porte Maillot par des agents allemands infiltrés. En fin de journée, ils sont fusillés à la Cascade du Bois de Boulogne. Parmi eux Guy Hémerly, Clamartois et chef de l'expédition pour l'OCM (Organisation civile et militaire). Une allée du cimetière communal porte son nom.

Quatre membres de la 8^e division des Francs-tireurs (8^e DFT), fondée par Henry Golaudin, sont attirés dans un piège à Porte de Vanves par un agent français travaillant pour la Gestapo. Interrogés à Paris puis exécutés le jour même, ils ne sont retrouvés que 4 jours plus tard à Châtenay-Malabry. Un monument y rappelle le souvenir de ces fusillés.

Pendant ce temps, l'insurrection se prépare à Clamart et au cours d'une réunion du CLL, le groupe des Ardents propose d'aller récupérer des armes.

18 AOÛT

La journée est consacrée à rassembler les hommes et organiser les troupes des Forces françaises de l'intérieur (FFI) de la 25^e subdivision, secteur Sud, dont dépend Clamart. La consigne est de multiplier les sabotages et de harceler l'ennemi, tout en évitant le combat à force inégale en attendant de pouvoir se procurer armes et explosifs. La grève générale éclate à Paris.

19 AOÛT

Le Conseil national de la Résistance appelle à l'insurrection. Au matin, à Paris, la préfecture de police est reprise aux Allemands. Partout en banlieue, les FFI attaquent des troupes allemandes et s'emparent des mairies.

À Clamart, les combats dans le bois contre les Allemands permettent de récupérer des armes et véhicules, et de faire des prisonniers. Mais la riposte allemande ne tarde pas et c'est une automitrailleuse qui va à la rencontre des FFI postés au carrefour de l'école du Jardin Parisien. Une fusillade éclate et 14 personnes, dont une famille avec leurs deux fillettes, trouvent la mort.

À 17h30, le CCL de Clamart prend la mairie sans combattre et organise sa première réunion officielle. Ses membres sont installés dans leurs fonctions dans le bureau du maire.

20 AOÛT

Les FFI continuent de s'attaquer au rares troupes allemandes encore présentes. À 15h, neuf cavaliers allemands se rendent sans résistance, hommes et chevaux sont emmenés au quartier général.

Au même moment, à l'angle des rues Pierre Corby et de Châtillon, un groupe de FFI composé de policiers capture 3 soldats avec leur camion de matériel et d'armes. Le véhicule est conduit à la préfecture par les agents du commissariat de Vanves et les prisonniers rejoignent les geôles de Montrouge.

21 AOÛT

Les Allemands commencent à se retrancher par petits groupes. Les escarmouches entre patrouilles allemandes et FFI se multiplient : les Allemands refusent le combat et se replient. Les effectifs des FFI sont de plus en plus nombreux.

22 AOÛT

Les victimes de la fusillade du 19 août sont inhumées au cimetière communal en présence du président du CLL. Les troupes allemandes ont fui. Un bulletin de renseignement quotidien indique que toutes les forêts de la région sont vides. Il n'y a plus ni troupe ni matériel à Vélizy, Villacoublay ni au Petit Clamart. Mais sur la place de la mairie c'est l'effolement général. À 10h30, un camion de soldats allemands arrive sur la place, accompagné d'un gendarme français. Des câbles téléphoniques auraient été sabotés. L'officier allemand donne l'ordre à la nouvelle municipalité d'assurer la garde de ces câbles jour et nuit, par des hommes répartis entre le rond-point du Petit Clamart et l'Ermitage de Villebon, c'est-à-dire sur 2 kilomètres !

L'officier menace de représailles le CLL à peine installé : en cas de sabotage des lignes ou de garde non effectuée, le CLL sera pris en otage. Dans l'après-midi, le président du CLL réussit à joindre la Kommandantur de Meudon qui lui affirme qu'en réalité les câbles téléphoniques ont été retirés par l'armée allemande elle-même ! Il n'y a pas lieu d'exécuter l'ordre. La Kommandantur précise que si l'officier revient pour mettre à exécution sa menace, il suffira de joindre à nouveau la Kommandantur... L'officier n'est jamais revenu.

23 AOÛT

À Clamart, les officiers des FFI décident en réunion de construire des barricades aux points stratégiques de la ville, de façon à paralyser les troupes ennemies.

À 12h30, à la demande de la préfecture, un groupe des FFI réussit à amener à Paris un canon et d'autres armes malgré l'opposition des barrages allemands.

Des explosions se font entendre sur le terrain d'aviation de Villacoublay et des maisons subissent des dégâts au Petit Clamart.

24 AOÛT

La 2^e DB entre dans la ville par le Petit Clamart. La ville est la première commune libérée du département de l'ancienne Seine. Les barricades, montées pour empêcher les allemands de fuir, sont démontées à la hâte pour laisser passer les Français.

Des combats sporadiques éclatent sur le parcours. Vers 17h30, des tirs d'obus endommagent des habitations au Petit Clamart. Quatre personnes transportées en urgence au poste de secours Ferrari décèdent sur place dont Jacques Coste, 16 ans. Les troupes des FFI de Clamart ont fait 35 prisonniers et ont immobilisé un camion.

Vers 21h, les éléments de la 2^e DB, commandés par le capitaine Dronne, entrent dans Paris par la porte d'Italie et la porte d'Orléans.

25 AOÛT

Les FFI de Clamart, dirigées par le commandant Pourchet, s'installent dans l'école (aujourd'hui collège) de la Maison Blanche. Ils y resteront jusqu'au 22 septembre.

À 15h30, le général Philippe Leclerc de Hauteclocque reçoit à Paris, devant la gare Montparnasse, la capitulation des troupes d'occupation de la capitale. Le général de Gaulle arrive à Paris et se rend à l'Hôtel de Ville où il prononce un discours, dont le célèbre extrait : « Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! Mais Paris libéré ! »

À 18h40, on signale encore la présence d'Allemands dans le bois de Clamart. Un groupe de FFI de la 3^e compagnie engage le combat et les encerclent : deux Allemands arborent le drapeau blanc, les deux autres sont tués. Un fusil mitrailleur est récupéré et mis en batterie place Hunebelle.

À 19h, un groupe de FFI est envoyé à Paris, place de la République, pour prêter main forte aux FFI du 2^e arrondissement. Ils participent à la capture de 550 Allemands de l'ex-caserne de la garde républicaine. Ils montent ensuite sur les toits pour maîtriser les Allemands qui tirent sur la foule.

26 AOÛT

À 10h20, 14 soldats ennemis sont capturés sans combat au Petit Clamart.

Vers 14h, le général de Gaulle dépose une gerbe devant la tombe du soldat inconnu, passe en revue les troupes et entame la descente des Champs Élysées.

80^E ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DE CLAMART — AOÛT 1944

LA RÉSISTANCE SUR TOUS LES FRONTS

En juin 1940, les Français qui refusent la demande d'armistice à l'Allemagne de Pétain rejoignent les forces gaullistes à Londres. Entraînés en Angleterre, ils participeront aux combats de la Libération.

DES FUSILIERS MARINS DANS LA 2^E DIVISION BLINDÉE (2^E DB)

En mai 1940, Le Courbet, navire de guerre de 1911 devenu navire-école, reprend du service. Il est envoyé défendre le port de Cherbourg. Le long de la côte, ses tirs d'obus pilonnent les colonnes de la 7^e Panzer division dirigée par Rommel et oblige les Allemands à emprunter les routes intérieures. Mais la prise de Cherbourg est inéluctable et le navire reçoit l'ordre de faire route vers Portsmouth. L'équipage, qui pensait retourner combattre en France, entend le discours du maréchal Pétain et décide de se mettre au service du général de Gaulle. Après sa reconnaissance comme chef des Français libres par les Britanniques, de Gaulle obtient de lever une force militaire. L'équipage du Courbet va ainsi constituer le noyau initial des Forces navales de la France libre (FNFL).

Installés dans des casernes, les FNFL accueilleront tous les marins qui rejoignent l'Angleterre, y compris les pêcheurs de l'île de Sein, pour les former en vue des combats de la Libération. Faute de navires, une grande partie des fusiliers marins sont affectés dans les unités de l'armée de terre et participent aux campagnes de Syrie et de Lybie, notamment à la bataille de Bir-Hakeim en 1942. Ils intègrent ensuite la fameuse 2^e DB au sein du Régiment blindé de fusiliers-marins (RBFM). Ce régiment sera de tous les combats de la Libération, depuis la Normandie jusqu'en Allemagne en passant par Clamart, Paris et Strasbourg.



Tank destroyer M10 Tornado du 2^e peloton, 4^e escadron du RBFM, avenue du général de Gaulle. Les hommes du RBFM sont des marins et reprennent donc les grades et les couvre-chefs de la Marine : casquette et bonnet à pompon. ©Archives municipales



Les fusiliers marins des Forces navales de la France libre au cours 333, à l'école de formation en Angleterre. © Archives municipales

LES PARACHUTISTES FFL-SAS

Fin 1940, les Forces aériennes françaises libres (FAFL) sont créées. Leurs unités de parachutistes intègrent la brigade SAS britannique (Special Air Service) et suivent un entraînement pour des missions commando : contrairement aux troupes classiques, leur rôle n'est pas d'engager l'armée allemande mais d'opérer, sur les arrières, des missions de sabotage et de harcèlement.

Le Clamartois Jean Fleuriot, attaché militaire dans l'armée de l'air, rallie les FFL le 15 septembre 1940 au Caire. Parlant 6 langues, il est affecté au service de diffusion radiophonique au Proche-Orient. Il rejoint Londres début 1943 où il intègre les SAS.

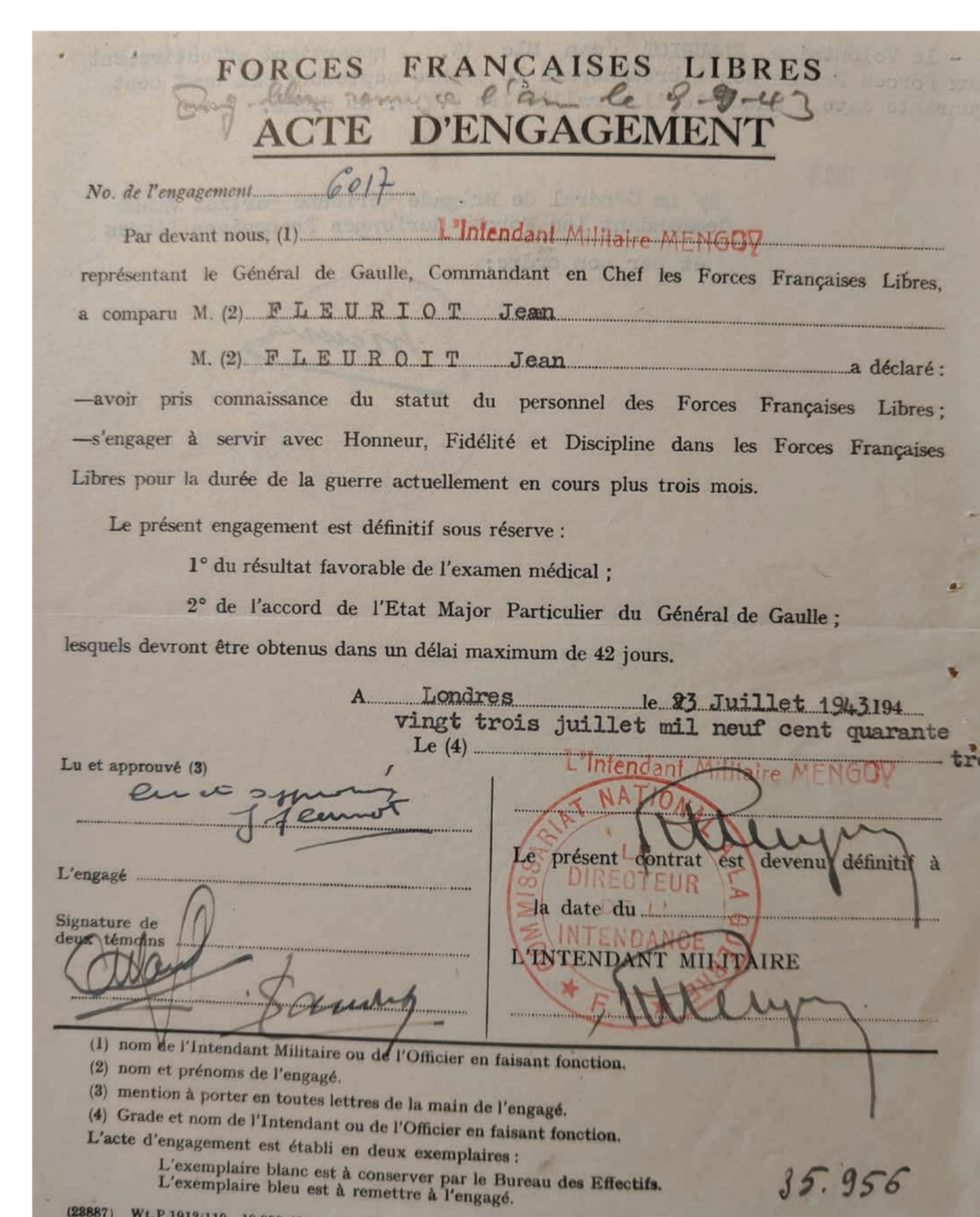
Le jour du débarquement, un groupe de SAS est parachuté en Bretagne pour entraîner les maquisards et empêcher le transfert des troupes allemandes vers le front de Normandie. Mais le 18 juin 1944, la Wehrmacht attaque un camp d'entraînement des FFI dans le Morbihan : les liaisons-radio sont interrompues, les SAS et les résistants se dispersent. Sans nouvelles, les Britanniques envoient un groupe de parachutistes SAS commandé par le lieutenant Jean Fleuriot pour reprendre contact, ce qu'ils parviennent à faire. Le 13 juillet, le groupe est surpris par une patrouille allemande et doit se replier dans une ferme. Le lendemain, l'attaque allemande fait 6 morts et 2 prisonniers dont Jean Fleuriot. Torturés, ils ne révèlent pas la cachette des autres SAS. Le 18 juillet, Jean Fleuriot, 4 SAS et 9 prisonniers sont exécutés.

Un autre Clamartois, André Schmitt, parti en mai 1943, traverse la France, franchit clandestinement la frontière espagnole et prend le bateau pour rejoindre les FFL en Afrique du Nord. En novembre 1943, il réussit à rejoindre Liverpool et s'engage dans les FFL-SAS.

En juillet 1944, son groupe est parachuté en Maine-et-Loire pour empêcher l'acheminement des renforts allemands vers la Normandie. Le 22 août, un violent combat oppose la Wehrmacht et les SAS appuyés de résistants locaux vers Cerizay (Deux-Sèvres). Le 25 août, l'armée allemande incendie le village et intercepte dans un village voisin le groupe d'André Schmitt. Il est tué au combat et inhumé sur place.



Carte de membre des Forces françaises libres. Collection particulière.

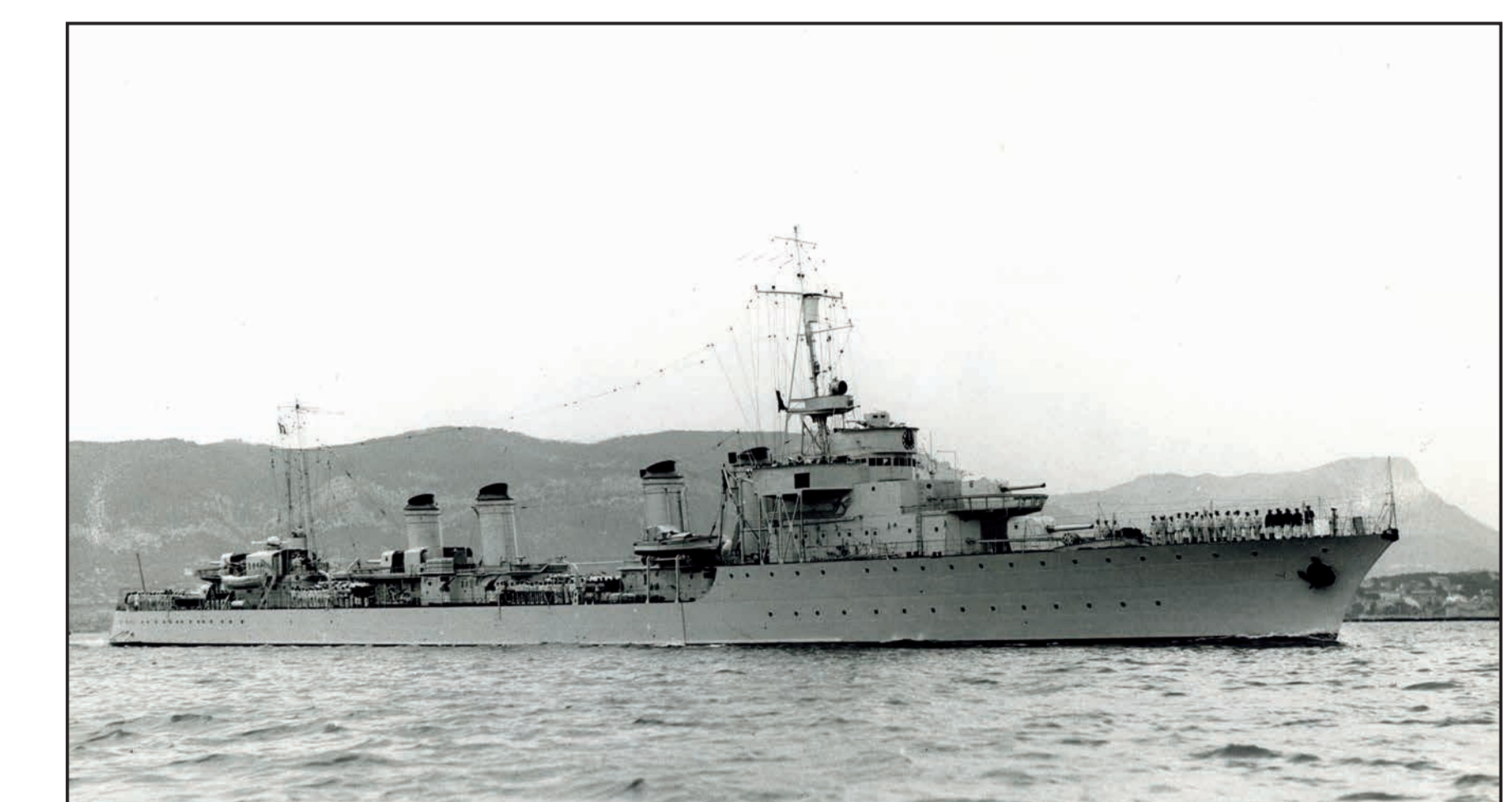


Acte d'engagement de Jean Fleuriot dans les FAFL à Londres en 1943. ©SHD

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le fabuleux destin du Courbet

D'abord réquisitionné par les Anglais, Le Courbet va servir de défense anti-aérienne pour protéger Portsmouth. Il sert également de centre d'instruction pour les marins français des FNFL. Désarmé en mars 1941, il se détériore lentement. Mais en mars 1944, les officiers sont informés que le navire participera au débarquement pour une « opération suicide » : le navire sera sabordé ! Remorqué par des navires anglais, il est coulé le 9 juin 1944 devant Sword Beach (Hermanville) pour servir de brise lames et de port artificiel pour les débarquements secondaires d'hommes et de matériel. Sa tour anti-aérienne restera active pendant toute la bataille de Normandie.



Le navire Le Courbet au début des hostilités. Collection particulière.

LE RÉSEAU MARIE-ODILE

Le réseau Marie-Odile tire son nom du pseudonyme de résistante de Pauline Barré de Saint Venant, infirmière volontaire pendant la Première Guerre mondiale, qui rejoint la clandestinité à Lyon sous le nom de Marie-Odile Laroche et organise un réseau de passeurs. Elle vient ensuite à Paris où elle continue d'assurer des rapatriements vers l'Angleterre et des transports d'armes. Elle est arrêtée le 4 mai 1944 puis déportée à Ravensbrück où elle meurt le 23 mars 1945.

À Clamart, Henry Golaudin, chef de la 8^e Division de Francs-Tireurs (DFT), établit la liaison entre ce réseau et un groupe de résistants composé essentiellement de gendarmes et de policiers. En effet, dès 1943, la base militaire de Villacoublay devient la cible d'importants bombardements alliés. De nombreux avions s'écrasent dans les bois, victimes du tir de barrage terriblement efficace de la DCA allemande. Les Clamartois s'organisent alors pour sauver les équipages survivants.

Le matin du 25 juillet 1944, le bombardier lourd anglais Halifax LW464 s'écrase près du bois. Avant le crash, ses 8 aviateurs sautent en parachute et sont mitraillés par les Allemands. Quatre membres de l'équipage sont arrêtés et envoyés dans des camps de prisonniers. Le sergent Ronald Howell, 19 ans, est retrouvé mort. Il sera inhumé au cimetière communal. Mais l'ingénieur de vol et le pilote Kenneth Sheppardson ont plus de chance. Ce dernier relate : « Nous revenons de l'objectif lorsque les trois moteurs tombèrent en panne et nous avons dû sauter en parachute. J'atterris dans une forêt et m'éloignai de l'avion jusqu'au lever du jour. Puis je me suis reposé et bientôt des Français arrivèrent pour prendre du bois. Je leur dis qui j'étais et ils m'emmenèrent dans une maison à Clamart. Là je rencontrai un policier de la ville qui me fit séjourner jusqu'au 6 août dans différentes maisons de la ville pour des raisons de sécurité. Puis le 6 août, j'allais à Colombes où je séjournai pendant deux semaines et demi avec le chef de la résistance. Le 27 août, je partis rencontrer les Américains. »

LA DÉFENSE PASSIVE À CLAMART

La Défense Passive (DP) est une organisation mise en place par le Gouvernement à partir de 1936. Elle a pour objectif de soigner les populations civiles et les protéger contre les attaques aériennes sur l'ensemble du territoire français.

LE POSTE DE SECOURS FERRARI

Avec l'occupation de la base aérienne de Villacoublay par l'armée allemande, Clamart devient la cible d'importants bombardements alliés. À partir de 1943, les Américains se donnent pour objectif de détruire la piste et les hangars de la base. Le 14 juillet 1943, une centaine de bombardiers lourds Boeing B-17 Flying Fortress américains larguent 1100 bombes et neutralisent la piste, mais touchent aussi le Petit Clamart faisant 34 morts, plus de 100 blessés et 200 maisons endommagées. Les blessés sont d'abord dirigés vers le poste de secours principal situé à l'Hospice Ferrari, puis sont évacués sur l'hôpital des petits ménages à Issy-les-Moulineaux ou vers les hôpitaux de Paris en fonction de la gravité des blessures.

En 1944, Clamart est équipée de 3 postes de secours. Le poste principal est dirigé par le médecin chef Violet et l'infirmière-major Alix Looren, assistés d'infirmiers. Ils peuvent compter sur plusieurs agents chargés des liaisons entre les différents postes, les hôpitaux, la mairie et les lieux sinistrés. Ces agents disposent d'un brassard et d'une carte de service pour faciliter leurs trajets, notamment au moment des alertes. Les deux autres postes sont installés 7 rue Georges Huguet, au dispensaire des sœurs (aujourd'hui disparu) et 16 rue Hébert.

Le 11 août 1944, lors du crash du bombardier Royal flush, 7 blessés civils sont transportés d'urgence

au poste Ferrari, 3 d'entre eux y décèdent. L'agent du poste de secours indique que Maria Bonnet est victime de balles allemandes, probablement des balles perdues destinées aux aviateurs du bombardier, au rond-point du Petit Clamart. Elle sera déclarée « Morte pour la France ». Les 2 autres victimes sont des Italiens, maçon et cimentier, travaillant peut-être sur un chantier à proximité.

Le 19 août, lors de la fusillade rue des Carnets qui fait 14 victimes, les morts et les blessés sont emmenés au poste de secours Ferrari. Le médecin chef Violet et Alix Looren déclarent : « Sipos Adalbert, combattant FFI, a été tué en plein combat et ramassé par nos brancardiers sur les lieux. » Adalbert Sipos, membre du groupe de résistants des Ardents, était également agent de liaison du poste Ferrari. Un rapport de police précise : « Sipo faisait partie de la Défense Passive de Clamart qui cachait en réalité un groupe de jeunes résistants dirigés par Mme Looren ».



Brassard de la Défense passive. En cas d'alerte dès le premier appel des sirènes ou en cas de chute de bombes avertie sans signal préalable, le personnel des Services sanitaires doit se rendre dans les plus brefs délais au poste de secours et se mettre à disposition du médecin chef. Collection particulière.

ALIX LOOREN, INFIRMIÈRE ET RÉSISTANTE (1905-1973)



Portrait d'Alix Looren. © Archives municipales

Entrée dans la résistance dès 1940, elle devient infirmière-major et chef de secteur du poste de secours Ferrari où elle travaille sans relâche pour soigner les blessés.

Surnommée la « Dame en bleu », membre du réseau Honneur de la police depuis 1943, elle met à disposition son abri pour les rassemblements du groupe, diffuse des journaux clandestins et fournit des renseignements sur le

trafic des troupes d'occupation. Elle organise le convoyage et l'hébergement de plusieurs centaines de prisonniers évadés et de pilotes alliés.

Mais surtout, elle utilise les sous-sols de la Défense Passive pour héberger des réfractaires et des juifs en leur fournissant de faux papiers. Elle transforme ceux du poste Ferrari en salle d'opérations clandestine et, à l'approche de la Libération, elle les met à disposition pour y apprendre le maniement des armes automatiques. Dénoncée à la Gestapo, elle confie des documents compromettants à un agent de la DP et échappe ainsi à son arrestation.

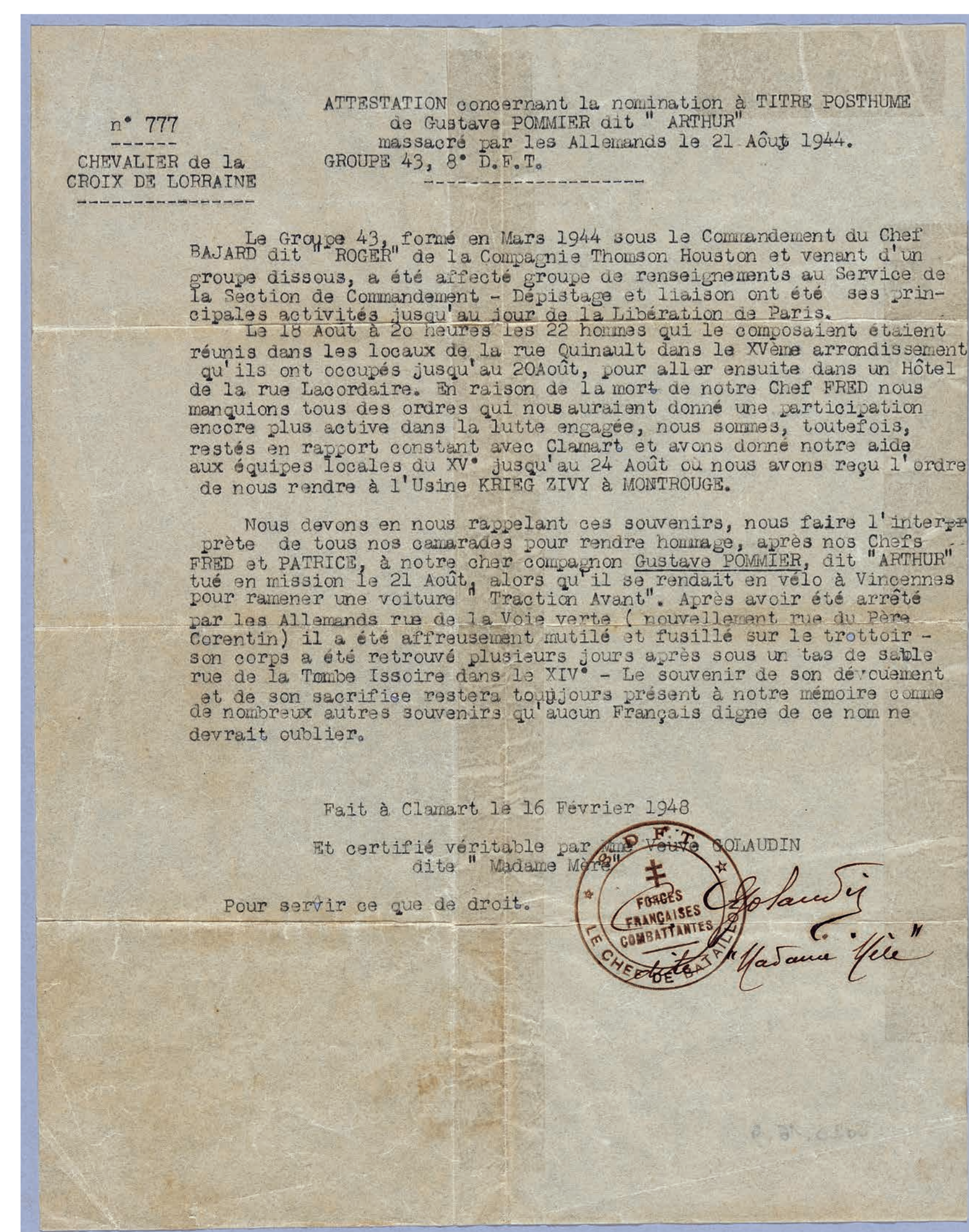
Le 19 août 1944, le commandant des FFI du secteur la désigne pour surveiller les postes de secours de Clamart (central), Issy, Vanves, Malakoff, Châtillon, Petit Clamart et Plessis-Robinson, ainsi que les entrées et les sorties des ambulances. Elle centralise tous les renseignements et fait parvenir chaque jour l'état des pertes, des blessés et des tués. Le 25 août 1944, elle va chercher, sous le feu de l'ennemi, des renseignements précis sur la situation d'une section encerclée par les Allemands dans le bois de Clamart.

Elle reçoit la Croix de guerre, la médaille de la Résistance et la Croix Franco-Britannique. Elle est membre du Comité local de Libération et devient conseillère municipale de 1945 à 1963. Inhumée au cimetière intercommunal, une rue porte son nom à Clamart depuis le 20 novembre 2022.

LE SAVIEZ-VOUS ?

D'autres femmes ont joué un rôle crucial dans la résistance à Clamart. Claire Golaudin, mère d'Henry Golaudin, était agent de liaison de la 8^e Division de Francs-Tireurs depuis la création du réseau par son fils, sous le pseudonyme « Madame mère ». Agée de 62 ans en 1944, elle seconde son fils dans toutes ses actions, y compris lorsqu'il rejoint la zone libre à Lyon. Son pavillon, au 38 rue Constant Pape, sert de lieu de réunion et d'hébergement pour les résistants et réfractaires.

C'est elle qui dépose plainte et demande une enquête sur les circonstances de la mort de son fils et de ses 3 camarades, exécutés par la Gestapo le 16 août 1944. Grâce à sa détermination, le coupable sera retrouvé et condamné à mort en 1948. Elle recevra la croix du combattant volontaire de la résistance et la médaille de la France libérée.



DEUX ENGAGÉS VOLONTAIRES CLAMARTOIS DE LA DÉFENSE PASSIVE

- **Antoine Laurent**, 19 ans, s'engage dans la DP le 27 février 1944 en tant qu'agent de liaison au poste de secours Ferrari. Il est sur les lieux de tous les sinistres (bombardements, fusillades) pour recueillir les blessés et des renseignements. C'est lui qui dissimule les documents compromettants confiés par Alix Looren, lui évitant l'arrestation. Membre des FFI, il est en charge, après la Libération, des enquêtes délicates dans les Services de Renseignements.



Antoine Laurent portant son brassard FFI en août 1944. En novembre 1944 et jusqu'à la fin de la guerre, il s'engage dans les troupes des FFI qui fusionnent avec la 1^{re} armée du général de Lattre de Tassigny. Collection particulière.

- En 1944, **Jacqueline Vaconsin** se porte volontaire comme aide infirmière au poste de secours Ferrari et tricote pour les soldats. En octobre 1944, Antoine Laurent note dans son journal : *Madame Looren offre à Jean Hervé et moi-même un tricot. Les gilets sont tricotés par des jeunes filles de la Défense Passive. Le mien a été tricoté par Mademoiselle Jacqueline Vaconsin, un beau gilet bleu. Les jeunes gens se marieront le 14 septembre 1946 à Clamart !*



Jacqueline Vaconsin dans son uniforme d'infirmière. Collection particulière.

LA RÉPRESSION

Le 16 août 1944, à quelques kilomètres de distance, cinq résistants clamartois sont victimes de guet-apens tendus par des agents infiltrés au service de l'Allemagne nazie. Ils avaient entre 19 et 23 ans.



À Châtenay-Malabry, une voie porte le nom « Avenue des Quatre Fusillés » et une stèle commémorative est érigée sur le lieu de leur exécution. © Archives municipales

LES FUSILLÉS DE CHÂTENAY-MALABRY

Jean Mamy, acteur et scénariste, puis rédacteur au sein de journaux antisémites dès 1940, devient membre du comité directeur du Parti populaire français, fondé et dirigé par Jacques Doriot. Fin 1940, il est recruté par le Sicherheitsdienst (SD) de Paris, le service de renseignement allemand, pour infiltrer les mouvements de résistance. Il prend la suite d'un agent allemand chargé de noyauter la 8^e Division de Francs-Tireurs (8^e DFT), groupe clamartois fondé par Henry Golaudin. Fin juillet 1944, Jean Mamy gagne la confiance d'un de ses membres.

Le 16 août, il tend un piège et fait capturer 2 membres du groupe à la gare Montparnasse. Le même jour, il fait arrêter Henry Golaudin et son cousin à Porte de Vanves, après une action de récupération d'armes à Malakoff. Les 4 résistants sont conduits au siège de la Gestapo, interrogés et torturés. Emmenés dans un terrain en friche à Châtenay-Malabry, ils sont exécutés le soir même. Leurs corps ne seront découverts que 4 jours plus tard.

Jean Mamy est arrêté en 1946. Jugé et condamné à mort le 24 décembre 1948, il est fusillé le 23 mars 1948 au Fort de Montrouge.

LES FUSILLÉS DE LA CASCADE DU BOIS DE BOULOGNE

Guy Hémary, Clamartois né en 1923, a participé le 11 novembre 1940 à la manifestation patriotique des étudiants et des lycéens, place de l'Étoile, pour protester contre l'Occupation allemande. Il part ensuite à Toulouse, où il devient agent de liaison du mouvement FTPF. Il est arrêté et emprisonné le 26 août 1942 mais parvient à s'évader en octobre 1943. Toujours étudiant, il est alors le responsable régional de l'OCM (Organisation civile et militaire). Ce mouvement résistant, créé dès décembre 1940, sera l'une des sept organisations constitutives du Conseil national de la Résistance en 1943.

De retour en région parisienne, Guy Hémary participe à une rencontre avec un membre supposé de l'Intelligence Service. Cet agent est en réalité un espion du service de renseignements allemand. D'autres rencontres suivent, avec Jack, « soi-disant » capitaine de l'Intelligence Service. Mais son vrai nom est Guy Glèbe d'Eu, c'est un chef de groupe français travaillant pour la Gestapo. Il promet aux résistants des armes en abondance pour la mi-août 1944.

Le 16 août, malgré plusieurs mises en garde, une cinquantaine de résistants se présentent au rendez-vous fixé par Jack à Paris. Encerclés par une trentaine de SS, ils sont faits prisonniers. Dans la soirée, ils sont emmenés près de la Grande Cascade, un secteur interdit du Bois de Boulogne gardé par les Allemands. Trente-cinq hommes sont exécutés, dont la moitié a moins de 21 ans.

L'agent infiltré Guy Glèbe d'Eu est arrêté par les services américains au Danemark et remis à la police française le 25 octobre 1945. Condamné à mort, il sera exécuté le 20 avril 1949 au Fort de Montrouge.



Une allée du cimetière communal porte le nom de Guy Hémary et il figure sur le monument commémoratif de la Cascade du Bois de Boulogne. © Wikimedia

LA 8^E DIVISION DE FRANCS-TIREURS

N'ayant pas réussi à rejoindre les forces gaullistes à Londres, Henry Golaudin fonde son mouvement de résistance le 2 août 1940 à Paris. Ils étaient 8 camarades ce jour-là et c'est en souvenir de ces résistants de la première heure que le groupe est baptisé 8^e DFT. Leur mot d'ordre « *attaquer l'ennemi partout et par tous les moyens* ».

Le sabotage des lignes téléphoniques de l'aérodrome de Villacoublay compte parmi leurs premiers faits d'armes. Poursuivi par la Gestapo dès 1941, Golaudin se réfugie en zone libre et le groupe se met en veilleuse jusqu'en 1942. Secondé par sa mère, il continue ses activités de résistance à Lyon et Grenoble et établit la liaison avec les groupes de résistance de Paris.

En août 1943, de retour en région parisienne, il est à la tête d'un état-major et de trois compagnies (environ 400 hommes). L'organisation est calquée sur les unités d'infanterie françaises de 1939, avec entraînement militaire dans la vallée de Chevreuse ou dans les bois de Meudon et Chaville. Le réseau comporte un service de propagande, de renseignement, de faux papiers, d'armement, de transport et un service sanitaire.

Le 11 novembre 1943, Henry Golaudin prononce une longue allocution à ses troupes restée dans les mémoires, dont un extrait évoque le sacrifice ultime : « *Mes camarades, rappelez-vous : quand on n'a pas tout donné, on n'a rien donné. Donnez tout, mes camarades. [...] Oubliez vos familles, vos ambitions, votre âge, vos plaisirs [...]. Oubliez tout ce qui peut vous éloigner du rôle de soldat, pour vous y plonger corps et âme. Oubliez que vous avez vingt ans.* »

Entre mars et août 1944, la 8^e DFT est rattachée au groupement Ceux de la Résistance (CDLR), auquel elle fournit des hommes pour l'ensemble du secteur sud de Paris et de la banlieue sud.



Henry Golaudin et sa mère Claire Golaudin. Collection particulière.

LA FUSILLADE DU 19 AOÛT

Le 19 août 1944, l'ordre est donné de lancer l'insurrection et de s'emparer des mairies. L'objectif des FFI est de préparer la libération de Paris en s'emparant des armes et du matériel allemand. Les dernières troupes ennemies du secteur sont poursuivies, notamment dans le bois de Clamart.

À 13h, des résistants clamartois, dont font partie les policiers Jourdain, Maitre, Debeugny et Gros, assistés par des civils volontaires, attaquent un groupe de soldats rue Jeanne Hachette : 5 allemands et 7 chevaux sont capturés.

Rejoints par d'autres FFI, ils interceptent un camion allemand route de la Porte de Châtillon, en capturent les 3 occupants et récupèrent 3 fusils mitrailleurs, un téléphone de campagne et un canon anti-char. Ce dernier sera transporté sur l'Île de la Cité le soir même et contribuera à la défense de la préfecture de Police. L'un des prisonniers est laissé à la garde d'un jeune Clamartois de 17 ans, muni d'un vieux revolver, dans la salle des fêtes de la mairie.

Vers 14h un groupe d'une trentaine de FFI, la plupart membre du groupe des Ardents, est envoyé pour « débusquer des allemands cachés dans le bois » et couper la retraite des troupes allemandes sur l'avenue du général de Gaulle.

Deux heures plus tard, les Allemands ripostent avec des automitrailleuses. Un combat long et inégal s'engage au niveau du Tapis Vert. Submergés, les résistants doivent se replier. Le bilan est lourd : 6 morts et 8 blessés. Quatre FFI restent sur place pour couvrir la fuite du groupe : Henri Gros, Georges Lionnet, Adalbert Sipos et Georges Weishaar.

Ils arrivent à rejoindre d'autres résistants postés au carrefour devant l'école du Jardin Parisien. De nombreux civils se sont attroupés pour les regarder. Robert de Médicis, gérant du cinéma *Le Paris* et membre du Comité local de libération, dirige l'un des groupes de FFI tandis qu'Alexis Cousin, lieutenant FFI, dirige celui des Ardents.

Il y a de vives discussions entre les combattants, sans doute pour connaître la conduite à tenir. En effet, quelques heures auparavant, des FFI avaient mitraillé une voiture allemande sur l'avenue du général de Gaulle tandis qu'au carrefour du Petit Clamart, le groupe d'Alexis Cousin avait fait feu sur un side-car et une camionnette chargée de troupes ennemies. À chaque fois, les véhicules ont réussi à faire demi-tour pour retourner à la base allemande de Villacoublay.

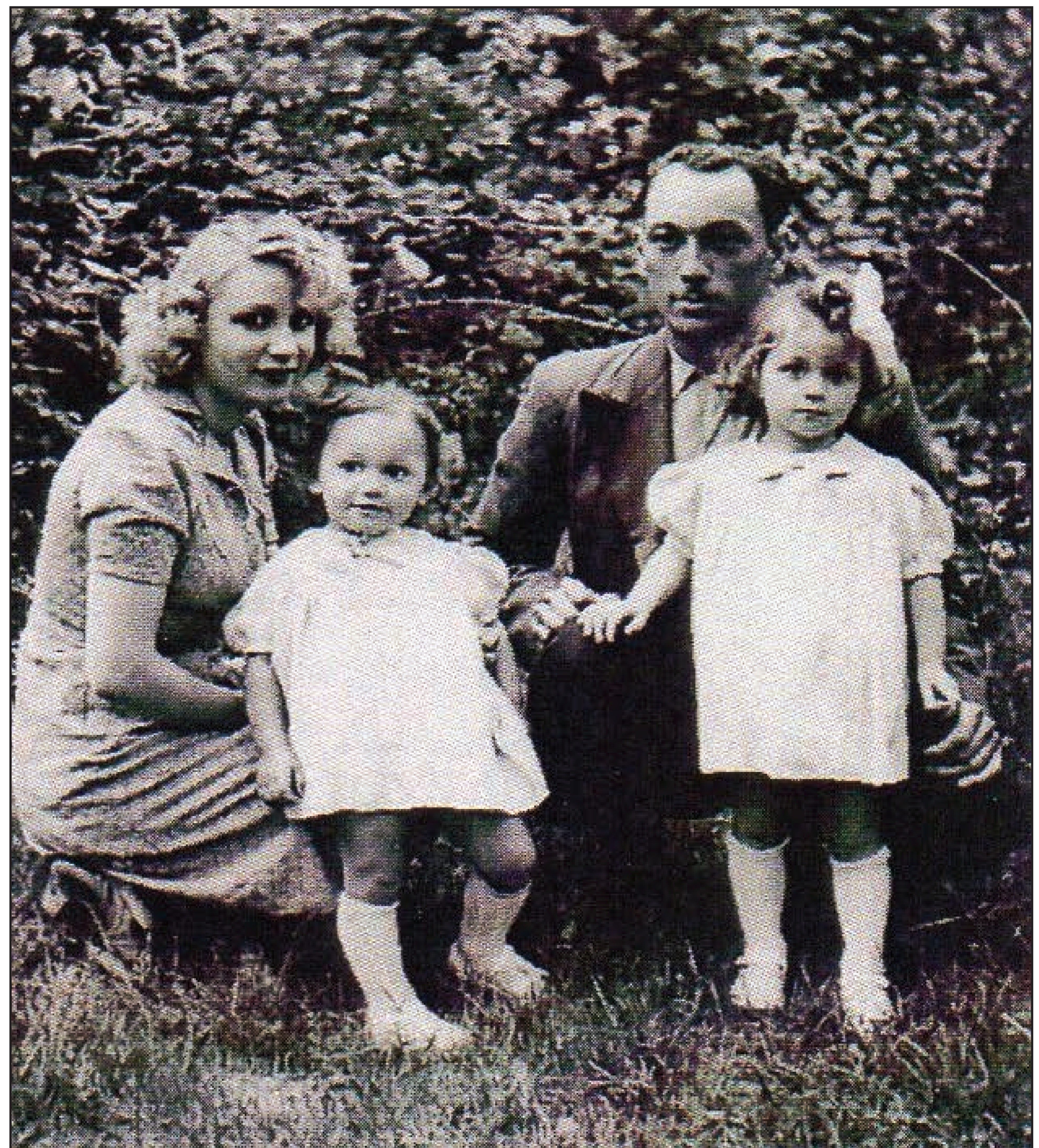
Soudain, un FFI qui faisait le guet hurle qu'une automitrailleuse arrive depuis l'avenue du général de Gaulle. Ils n'ont que quelques minutes ! Les civils présents ont à peine le temps de fuir ou de rejoindre l'abri devant l'école. L'automitrailleuse commence à tirer : « *Le groupe se disperse et cherche à se dissimuler. Mais l'ennemi ouvre le feu avec toutes ses armes. Le groupe répond avec celles dont il pouvait disposer* ». Tous ne sont pas armés.

C'est à ce moment-là que la famille Schmauder, le père, la mère et leurs deux petites filles, revenant de promenade en direction de leur domicile avenue du général de Gaulle, sont pris dans la fusillade. Un autre civil, Lucien Henri, 19 ans, est également tué sur place. Il habitait tout près, rue des acacias.

Le bruit des tirs est entendu jusqu'à la place de la mairie où l'on s'empresse de faire disparaître les drapeaux que l'on venait à peine d'installer.

Le combat acharné s'achève vers 20h30. Les FFI tireront jusqu'à leurs dernières cartouches : « *Le lieutenant Cousin - quoiqu'atteint de deux balles - avait continué à se battre. Avant de mourir, il adressa ses mots à ses camarades de combat : vous direz aux amis que je me suis bien défendu.* »

Le bilan est lourd : 14 personnes sont tuées ou achevées le long du mur de la rue des Carnets, où l'on devine encore aujourd'hui les impacts de balles. Les Clamartois viennent au secours des blessés qui sont transportés au poste de secours Ferrari puis à l'hôpital. Le policier Henri Gros, atteint de 15 balles, succombera le surlendemain. Le policier Marcel Debeugny mourra en avril 1946 des suites de ses blessures. René Décourtye, 18 ans, blessé et laissé pour mort sous un arbre, est un des rares survivants du combat. Quelques jours plus tard, il participera à la Libération de Paris. Les victimes seront inhumées au cimetière communal le 22 août. La majorité repose aujourd'hui dans le carré militaire.



La famille Schmauder, victimes de la fusillade du 19 août 1944 au carrefour devant l'école du Jardin Parisien. Collection particulière.

Le carrefour où a lieu la fusillade, la rue des Carnets où ont été achevées les FFI et les victimes civiles. L'avenue du général de Gaulle d'où venait l'automitrailleuse. ©IGN



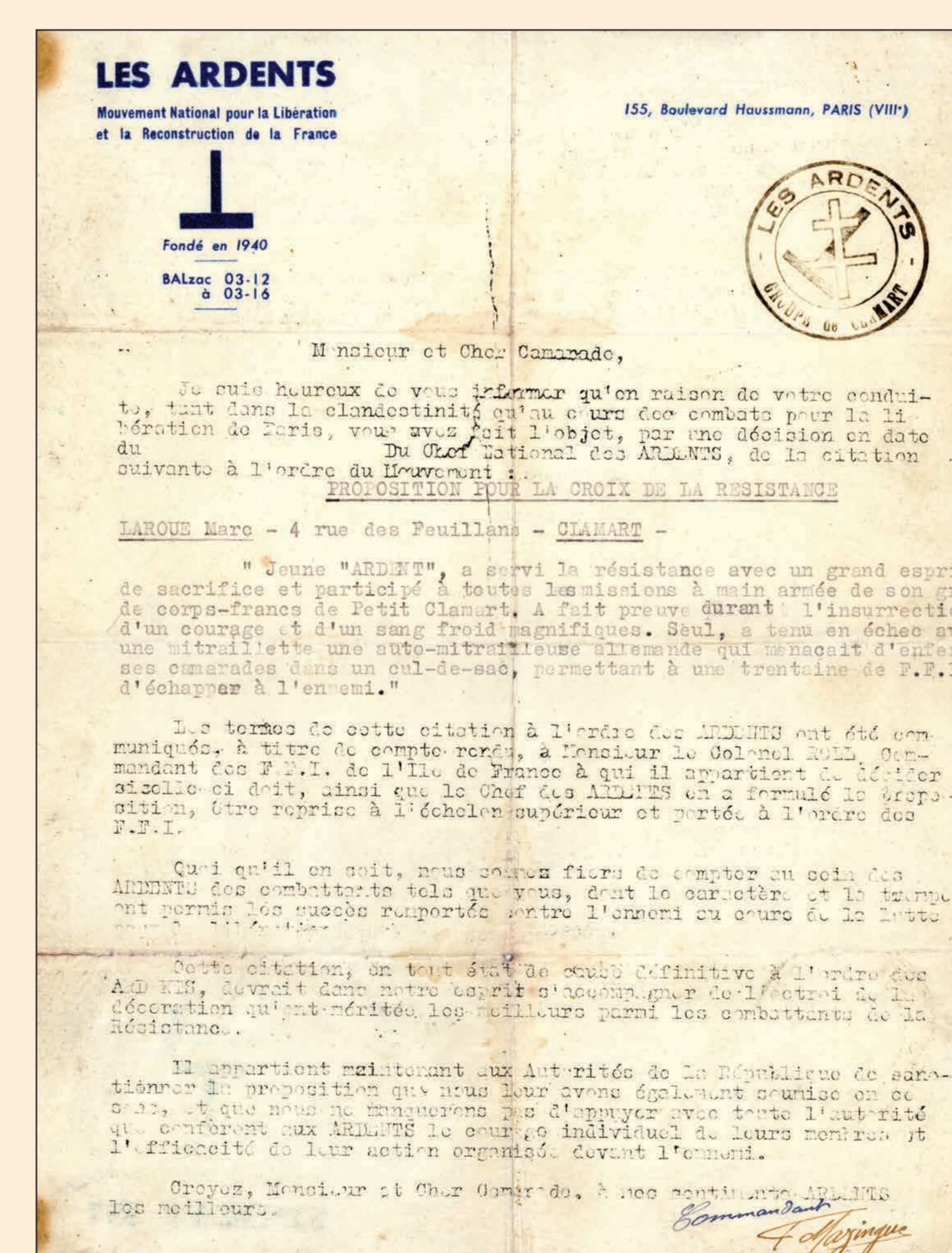
LES ARDENTS

Le Mouvement national de Résistance « les Ardents » est créé à Clermont-Ferrand fin 1940, par le docteur en droit Roger Lazard (1898-1988).

À l'automne 1940, il avait rédigé le manifeste *Délivrance par l'insurrection*, dans le style d'un ardent patriotisme mêlé de visions mystiques, qui jette les bases de l'action clandestine de son mouvement. Ce document est diffusé aux cadres des Ardents ainsi qu'aux 80 parlementaires qui refusent de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en mai 1941.

L'action du mouvement est placée sous le signe de Jeanne d'Arc, figure incarnant le sacrifice ; son symbole est le bûcher sur lequel Jeanne d'Arc périt, stylisé sous forme de T inversé.

Le mouvement se développe essentiellement en Auvergne mais aussi en région parisienne. Une majorité de combattants FFI clamartois font partie des Ardents et le mouvement intègre le Comité local de libération. Les résistants étaient souvent membres de plusieurs mouvements, citons Henry Golaudin, qui était à la fois Commandant de la 8^e DFT et membre des Ardents.



Marc Laroue devient membre des Ardents en octobre 1942. Il participe aux combats de la Libération de Clamart et de Paris. Il s'engage ensuite jusqu'à la fin de la guerre et son dévouement lui vaut une citation à l'ordre du mouvement. Collection particulière.

LE COMITÉ LOCAL DE LIBÉRATION

Créé en octobre 1943, le Comité parisien de la libération (CPL) coordonne les efforts de la Résistance et prépare la prise du pouvoir dans le département de la Seine. Il favorise la création des Comités locaux de Libération (CLL).



Portrait d'Ernest de Saint-Etienne, maire de Clamart de 1935 à 1939. © Ville de Clamart



Au 14 rue de Vanves, une plaque rappelle le souvenir de la fondation du Comité local de Libération de Clamart. © Archives municipales

LA DÉLÉGATION SPÉCIALE CLAMARTOISE DÉSIGNÉE PAR VICHY

Le 3 septembre 1939, jour de déclaration de la guerre, c'est un conseil municipal presque exclusivement communiste qui est en fonction à Clamart, avec à sa tête le maire Ernest de Saint-Etienne. En raison du pacte germano-soviétique de non-agression, le gouvernement français décide la dissolution du parti communiste le 27 septembre 1939. Le 4 octobre 1939, la préfecture de la Seine suspend dans son ensemble le conseil municipal de Clamart.

La gestion de la municipalité est confiée par Vichy à une délégation spéciale composée de 3 membres et conduite par Paul-Elie Pujo, ancien dirigeant de la liste de droite aux élections muni-

cipales de mai 1935. Lors de l'installation d'un véritable conseil municipal le 22 mars 1942, les nouveaux conseillers prêtent un serment d'allégeance au maréchal Pétain, ce qui leur sera largement reproché à la Libération : « À monsieur le maréchal Pétain qui a fait don de sa personne à la France meurtrie, le conseil municipal adresse respectueusement l'hommage de son admiration, l'expression de son affectueuse reconnaissance et l'assurance de son attachement et de sa confiance. Il s'engage à le suivre fidèlement et loyalement dans l'œuvre de rénovation nationale et de reconstruction sociale qu'il a magistralement tracée malgré les obstacles pour le salut de la Patrie. »

LE COMITÉ LOCAL DE LIBÉRATION DE CLAMART

À la Libération, les CLL ont pour mission de prendre le pouvoir dans les communes et d'évincer les délégations spéciales choisies par Vichy. Ils auront la lourde tâche d'assurer la continuité de l'administration (état-civil, ravitaillement, sécurité, aide à la population...). Résister, c'est aussi préparer l'avenir !

Le CLL de Clamart est singulier à bien des égards. Créé dès le 8 juillet 1944 dans les sous-sols du cinéma *Le Paris* au 14 rue de Vanves, il est très étendu en termes de membres et d'obédiences et il est très bien organisé. Dès les premières réunions, il est composé des délégués des nombreux partis et mouvements de résistance dont le Parti communiste, Les Ardents, Honneur de la Police... Au 19 août, le CLL comprend 11 groupements de résistance et il a déjà déterminé la forme que le conseil municipal provisoire prendra à la Libération. Il se réunit régulièrement pour préparer la prise de la mairie à tel point que le maire, Paul-Elie Pujo, essaie de s'en rapprocher dès le 18 août pour cogérer la passation de pouvoir, ce qui lui est refusé net.

Le 19 août à 17h30, la mairie est prise sans combattre par le CLL. Aucun membre de l'actuelle municipalité n'est présent. Les membres du CLL sont officiellement installés dans leurs fonctions par René Poncelet, président du CLL, dans le bureau du maire. Pragmatique et « désirant demeurer dans la légalité », le comité décide dans sa première réunion officielle de proposer à Charles Simon, 1^{er} adjoint de la municipalité précédente, d'intégrer le CLL pour garantir la tenue de l'état-civil, prérogative municipale depuis la Révolution et symbole républicain de la continuité du service public.

Les anciens membres de la municipalité sont convoqués par le CLL pour leur signifier leur déchéance. Le 21 août, Paul-Elie Pujo est entendu et déchu de ses fonctions. En tant que maire, il a signé ses derniers documents la veille : les actes de décès des victimes de la fusillade du 19 août. Un témoin de la scène raconte : « Les esprits sont terriblement échauffés. Quelqu'un déclare à Pujo, que l'on vient de destituer, qu'il a de la chance de sortir de la mairie avec la tête sur les épaules. »

Toujours dans un souci d'efficacité, le CLL déchoit l'adjoint Wagner de son mandat mais lui conserve provisoirement ses fonctions de délégué du Secours national, pour continuer d'en assurer le bon fonctionnement.

De la même façon, la conseillère municipale chargée des affaires sociales, Madame Brulard, fait l'objet d'une motion de confiance. Son dévouement auprès de la population est avéré, elle a été parmi les premières personnes à s'être rendue sur le lieu de la fusillade du 19 août pour identifier et rassembler dignement les corps des victimes. Le comité lui réserve la direction de divers organismes sociaux dont elle a toujours assuré le bon fonctionnement. Elle sera élue aux conseils municipaux de mai 1945 et 1947.

Le 23 août, le comité décide de faire la distinction entre ce qui a trait à la gestion militaire, les dénonciations, épurations et arrestations qu'il confie au CLL ; de ce qui relève de la gestion des affaires municipales dont est chargé le conseil municipal provisoire. La commission d'épuration de Clamart commence à travailler le 26 août.

Le 25 août, le CLL convoque le premier conseil municipal provisoire fixé à 29 août. Parmi les décisions, le conseil rétablit dans leurs droits les anciens conseillers municipaux déchus, le conseil est alors « à l'image de celui de 1939 ». Les conseillers qui ne sont pas encore revenus de déportation, des camps de prisonniers ou qui sont encore en province y figurent. Au moment de choisir le maire, René Poncelet indique que « le CLL a pensé qu'il serait souhaitable que la fonction de maire soit confiée à un camarade victime de la répression hitlérienne ». C'est Robert Walter, ancien conseiller municipal et interné politique, qui est élu.

À partir de cette date, le CLL continue de se réunir mais n'aura plus aucun pouvoir. Seul le comité d'épuration continuera à fonctionner pour instruire les dossiers des collaborateurs arrêtés.

LES MAIRES DE LA LIBÉRATION



Portrait de René Poncelet, maire de Clamart à la Libération en août 1944. © Ville de Clamart

• René Poncelet

Publiciste, adjoint au maire communiste Ernest de Saint-Etienne en 1939, il est déchu de son mandat en 1940. Il entre dans la résistance au sein des FTPF où il s'occupe du dépôt et du transport de matériel ainsi que de la formation des groupes francs. En tant que président du CLL, il devient maire par intérim de Clamart jusqu'aux élections du 29 août 1944. Il est nommé 1^{er} adjoint au conseil municipal provisoire. Il sera réélu conseiller en 1947.



Portrait de Robert Walter, maire de Clamart après la Libération entre août 1944 et 1945. © Ville de Clamart

• Robert Walter

Conseiller municipal en 1939 sur la liste communiste, il est déchu de son mandat et interné à partir de décembre 1940 dans différents centres de séjours surveillés en France. Il s'évade en mars 1944. Il rejoint la résistance FTPF en région parisienne et participe aux combats de la Libération. Il est élu maire le 29 août 1944 au sein du conseil municipal provisoire. Candidat aux élections de 1945, il est battu par le socialiste Paul Padé.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Ouvert en 1938, le cinéma *Le Paris* est un haut lieu de résistance clamartois. Durant toute l'Occupation, les sous-sol du cinéma servent de lieu de réunion aux résistants et de cachette pour les aviateurs alliés dont les avions ont été abattus. Son propriétaire, Robert de Médicis, fait partie des Forces françaises combattantes au sein du réseau Marie-Odile, en charge notamment de la récupération des aviateurs alliés. Membre des FFI à la Libération, il prend part aux combats dont ceux du 19 août 1944. Il est également membre du Comité local de Libération et de la commission d'épuration.

LA LIBÉRATION DE CLAMART

L'excitation est palpable au matin du 24 août. On entend déjà les bruits des canonnades, l'ordre est donné d'empêcher les Allemands de fuir.

Des barricades sont élevées avec les moyens du bord : les FFI et la population abattent les arbres, enlèvent les pavés et les amoncellent avec des sacs de sable. Tout peut servir même un bus ! Les barricades sont partout : le long de l'avenue du général de Gaulle, route du pavé blanc, rue de la Tour Biret, avenue Schneider, rue Brignolle Galliera, place Marquis...



Un autobus et un gros arbre barrent la rue de la Tour Biret. ©Archives municipales

Vers 15h, des Allemands se heurtent au barrage de la Tour Biret et se replient.

Vers 17h, une équipe d'ouvriers de la STCRP (Société des transports en commun de la région parisienne) prétendent avoir reçu l'ordre de leur compagnie d'ouvrir un passage dans le barrage pour la libre circulation des troupes alliées. Après confirmation téléphonique auprès de la 25^e subdivision, un groupe de FFI de la 3^e compagnie, dirigé par le commandant Pourchet, est envoyé pour démolir le barrage. La population s'y oppose, quand arrive un détachement allemand avec 2 camions. Un combat s'engage avec les FFI qui détruisent un camion et endommagent le second.

Au même moment, les jeeps de la section de reconnaissance du 2^e RMT arrivent au Petit Clamart, suivis des tanks. Ils mettent le feu à une voiture allemande chargée de munitions qui explose. L'avant-garde s'engouffre alors dans le Petit Clamart, mais la progression est ralentie par les nombreuses barricades. Il faut maintenant dégager le passage et toute la population se met à l'ouvrage !



Les barricades sont démolies. © Archives municipales

LE SAVIEZ-VOUS ?

Plusieurs monuments à Clamart rappellent l'épopée de la 2^e DB. Sur la place de la division Leclerc, une stèle à la mémoire du maréchal Leclerc est érigée en 1994 et la borne du serment de Koufra est inaugurée en 2014. Cette borne fait partie de la série de jalons sur la voie de la 2^e DB depuis la Normandie jusqu'à Strasbourg. Elle rappelle le serment prononcé par le maréchal Leclerc en mars 1941 : « Jurez de ne déposer les armes que lorsque nos couleurs, nos belles couleurs, flotteront sur la cathédrale de Strasbourg. »

Le convoi remonte jusqu'au carrefour des trois communes et détruit un halftrack allemand. Dans les rues c'est la liesse générale, les habitants ont la surprise de voir arriver des soldats français ! Les troupes sont acclamées, embrassées. Les civils grimpent sur les véhicules, les soldats distribuent chewing-gums et chocolat. La colonne remonte la rue de la division Leclerc jusqu'à l'avenue Jean-Baptiste Clément. Le convoi emprunte ensuite la rue Paul Vaillant-Couturier pour arriver place Marquis. Le convoi se sépare, un groupe prend l'avenue Schneider puis la rue de la Vallée-du-bois, l'autre l'avenue Henri Barbusse en direction du Pont de Sèvres qu'ils atteignent à 20h30.



Les troupes de la 2^e DB quittent Clamart par l'avenue Henri Barbusse en direction du Pont de Sèvres. © Archives municipales



La foule se presse autour d'un véhicule rue Paul Vaillant-Couturier, à droite la rue Pierre et Marie Curie. © Archives municipales

Sur l'avenue Jean-Baptiste Clément, le half track Bata Sara de la 1/5^e IIRMT pose pour l'objectif avec une Clamartoise. © Archives municipales



DEVOIR DE MÉMOIRE

Les habitants, avant même la Libération, s'unissent pour honorer les victimes civiles, militaires, clamartaises ou étrangères, en reconnaissance de leurs actes héroïques, quitte à braver l'armée allemande. À peine les combats terminés, le devoir de mémoire commence.

L'HOMMAGE AUX HÉROS DU BOMBARDIER ROYAL FLUSH

Le 11 août 1944, une forteresse volante américaine, le bombardier B 17 Royal Flush, est mitraillée par la défense antiaérienne allemande de la base de Villacoublay. Le pilote manœuvre jusqu'à la dernière minute pour éviter de tomber sur Clamart et s'écrase en lisière du bois.

Les obsèques sont organisées le 14 août par la population clamartoise. Conscients du sacrifice des aviateurs et malgré la présence de l'armée allemande, les Clamartois entonnent courageusement la Marseillaise lorsque les corps entrent dans le cimetière. Une des couronnes porte l'inscription « un peu de cœur de la France à ceux qui sont morts pour elle ».



Le 14 août, les Clamartois enterrent au cimetière communal les quatre aviateurs du Royal Flush. Une profusion de couronnes et de fleurs recouvrent les sépultures, à la hauteur du sentiment de reconnaissance de la population pour ceux qui se sont sacrifiés pour elle. © Archives municipales

LE MONUMENT AUX VICTIMES DU 19 AOÛT 1944

Dès octobre 1944, une quête est lancée pour « élever un monument commémoratif aux enfants de Clamart morts glorieusement au Jardin Parisien le 19 août 1944. » La municipalité et le mouvement de résistance Les Ardents, qui a perdu de nombreux membres ce jour-là, participent à la souscription.

Une nouvelle quête est lancée le 19 août 1945 lors de la cérémonie anniversaire et un comité spécial est chargé de suivre la construction. C'est le sculpteur clamartois Louis Alix, membre des Ardents, qui est choisi pour réaliser l'œuvre à la fin de l'année 1945. Le monument est érigé en 1946 sur la place du Carrefour des Fusillés, renommée Place du 8 mai 1945 en octobre 1970.

Ce monument ne sera pas le seul érigé en mémoire des victimes de la guerre. Trois plaques, rue des Carnets, rappellent les noms des victimes de la fusillade du 19 août et trois stèles portant les noms de toutes les victimes clamartaises sont élevées au cimetière communal.

Le 21 octobre 1944, puis le 6 novembre 1945, la municipalité renomme de nombreuses rues en l'honneur des résistants clamartois et des victimes de la répression nazie. Les grands axes, notamment les voies qui ont vu défiler la 2^e division blindée, portent le nom des généraux de la Victoire ainsi que ceux des résistants connus au niveau national.



Un imposant cortège funèbre se dirige vers le cimetière communal. Les quatre fusillés sont inhumés dans le carré militaire. © Archives municipales

L'HOMMAGE AUX FUSILLÉS CLAMARTOIS

Le 26 mars 1946, la municipalité décide de faire revenir plusieurs corps de fusillés clamartois pour les inhumer au cimetière communal et ainsi rendre un hommage solennel à toutes les victimes. Le maire Paul Padé informe les habitants que « l'heure est venue d'honorer d'une façon toute particulière la mémoire des héros qui ont été fusillés soit comme otages soit comme résistants. »

Un comité de reconnaissance est constitué pour recueillir les fonds nécessaires auprès des Clamartois. La cérémonie est organisée le 7 juillet 1946. Deux jours avant, une chapelle ardente est aménagée à la mairie avec une garde d'honneur assurée par les représentants des différentes organisations. Un cénotaphe central représente symboliquement tous les membres de la résistance morts pour la France et de chaque côté sont disposés 4 cercueils. La façade de l'Hôtel de Ville est tendue de noir avec banderoles tricolores sur lesquelles sont accrochés des blasons aux initiales des quatre fusillés rapatriés.

Yves Kermen, résistant communiste et Hilaire Perthuis, FTPF, ont été arrêtés comme chefs de groupe et fusillés à un mois d'intervalle au Mont Valérien à l'été 1942, pour avoir mené des attaques contre les troupes ennemies.

Emile Derruau, également chef de groupe au sein des FTPF, est arrêté dans la région du Mans en mars 1943 pour « aide à l'ennemi et activité terroriste » alors qu'il vient d'attaquer un hôtel occupé par les Allemands. Il est fusillé le 1^{er} juin 1943.

Maurice Gadebois, victime civile, est exécuté sommairement le 22 juin 1940 avec 6 autres personnes par les militaires allemands à Courtenay dans le Loiret.



Le socle sculpté représente un groupe de résistants tandis que sur le sol git un combattant mort pour la Patrie. Au-dessus s'élève une statue de femme allée, allégorie de la Patrie victorieuse, qui brandit une épée, lame vers le bas. Le manche est prolongé par une croix de Lorraine, signe de ralliement de la Résistance. © Archives municipales

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Royal Flush apparaît dans la série Masters of the Air diffusée en 2024, qui relate les missions du 100^e groupe de bombardement de l'US Air Force. Le 10 octobre 1943, sur 14 avions envoyés pour bombarder la ville de Münster en Allemagne, il est le seul à rentrer en Angleterre. Après cet épisode tragique, le groupe de bombardement sera connu sous le nom de « Bloody Hundredth. »



Les lettres et chiffres visibles sur la queue de l'appareil indiquent qu'il s'agit du bombardier B 17 F n°26087 Royal Flush. Le D est pour le 100^e Bomb Group de la 8^e Air Force. Collection particulière.

PLAQUES COMMÉMORATIVES

À Paris, des plaques rappellent le souvenir de Clamartois ayant donné leur vie lors des combats de la Libération. Parmi eux, citons François Martine, « gradé d'un courage et d'un cran remarquables, tombé glorieusement au combat des Halles » le 20 août 1944, à l'angle de la rue de la Coquillière et de la rue du Jour. Et André Pradat, « volontaire FFI, enthousiaste et plein d'allant, arrêté au cours d'une mission par les Allemands le 21 août 1944. A réussi grâce à son sang-froid à échapper à l'ennemi et à rejoindre son poste », fauché le 25 août 1944 par une rafale de mitrailleuse rue de Bourgogne, à l'angle de la rue de Grenelle.